

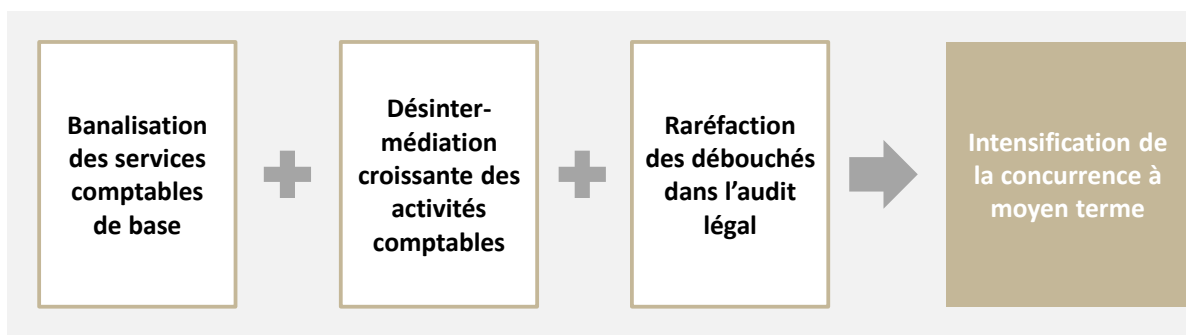
5.4. LE JEU CONCURRENTIEL À MOYEN TERME

Vers une intensification de la concurrence au sein du secteur

Trois forces majeures joueront en faveur d'une montée de la concurrence

Le marché de l'expertise comptable et de l'audit se caractérise par de fortes pressions concurrentielles qui seront amenées à s'accroître à moyen terme, pour trois raisons :

- la « **commoditisation** » des services de base : l'émergence de nouveaux outils va continuer à banaliser les tâches classiques traditionnellement dévolues aux experts-comptables et à les automatiser. La prestation traditionnelle des cabinets (tenir, centraliser, ouvrir, arrêter et surveiller les comptes, réviser et apprécier la comptabilité, attester la régularité et la sincérité des bilans et comptes de résultat, etc.) s'est progressivement banalisée, s'accompagnant de fait d'une baisse des prix des prestations de base (tenue de comptes, édition de bilan, etc.), et posant par là même la question de la différenciation de l'offre vis-à-vis des autres cabinets. Certes, les facteurs de différenciation ne manquent pas (image de marque, qualité de la relation client, disponibilité du personnel, mise à disposition d'outils, etc.). Pour autant, il sera de plus en plus difficile pour les cabinets de valoriser les prestations de base. Face à un contexte concurrentiel appelé à s'intensifier, ils devront se développer vers des missions complémentaires à rentabilité supérieure.
- la **menace d'une plus grande désintermédiation des activités comptables** : sous l'impulsion de *start-up* qui proposent des offres automatisées de services juridiques et comptables, la désintermédiation de la profession comptable est aujourd'hui palpable, accentuant de fait la concurrence, notamment sur la clientèle des TPE/PME. Car la montée en puissance des outils de *self-care* risque de concerner surtout le bas du marché. Les grandes PME, les ETI et les grandes entreprises, dont les besoins en termes de comptabilité sont plus complexes que ceux des sociétés de taille inférieure et dont la disposition à payer est plus forte, resteront pour leur part sensibles aux offres traditionnelles complétées de prestations en conseil en gestion, voire de prestations de conseil en stratégie, organisation ou management.
- la **raréfaction des débouchés dans le sillage de la loi Pacte** et du relèvement des seuils dans l'audit légal : le non-renouvellement des mandats CAC des petites et moyennes entreprises se traduira progressivement, durant les prochains exercices, par une intensification de la concurrence. Là encore, le risque portera essentiellement sur le bas du marché et les cabinets de proximité seront les plus exposés. L'intensification de la concurrence se fera à la fois sur le segment de l'audit (où de fortes pressions tarifaires sont à anticiper en raison d'une demande plus faible face à une offre stable) et sur le segment de l'expertise comptable (les cabinets les plus exposés aux missions CAC tentant d'étoffer leur offre vers ce débouché naturel).



5.4. LE JEU CONCURRENTIEL À MOYEN TERME

L'écosystème expertise comptable au défi de la plateformeisation

Un vent de libéralisation souffle sur les métiers comptables, porté par l'essor des plateformes

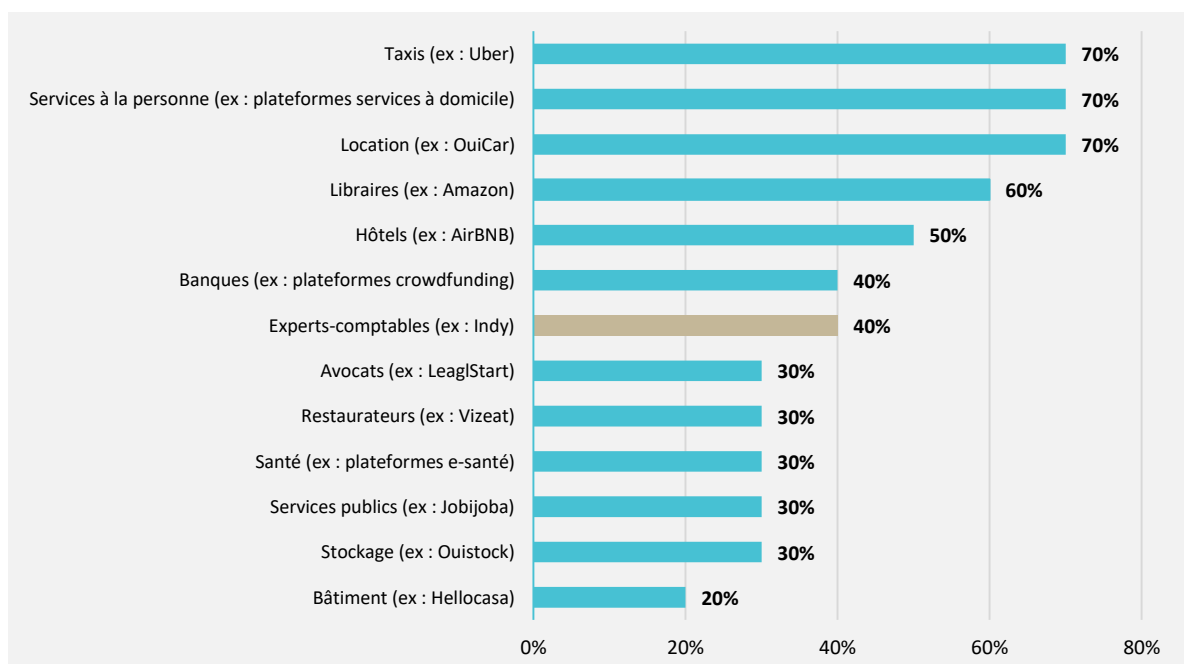
Le mouvement de plateformeisation ou « ubérisation » se caractérise par le développement dans un secteur donné de plateformes numériques dont l'ambition est de raccourcir la chaîne de valeur, d'en réduire le nombre de maillons pour mettre en relation plus directement le fournisseur et le client. Cette tendance n'épargne aucun secteur, même si son ampleur varie d'un secteur à un autre. Elle apparaît encore relativement modérée dans l'expertise comptable par rapport à d'autres secteurs (taxis, services à la personne, hôtels, etc.). Si l'ordonnance de 1945 confère aux experts-comptables la prérogative exclusive d'exercice, il n'en demeure pas moins que ce « monopole » est progressivement battu en brèche, en pratique, par la montée en puissance des plateformes comptables qui font courir le risque d'une désintermédiation, *a minima* sur les missions comptables de base.

D'autres facteurs témoignent de la libéralisation *de facto* des métiers du chiffre :

- l'incursion des néobanques dans les prestations comptables, suivant le même modèle, très digitalisé et automatisé, que les plateformes : rapprochement automatique des mouvements bancaires, préparation des états financiers, assistance fiscale et sociale, etc. Il n'est pas exclu que les groupes bancaires s'immiscent davantage dans les métiers de la comptabilité à l'avenir, car ils disposent d'avantages de taille : connaissance précise des clients et de leurs flux financiers.
- l'assouplissement des contraintes réglementaires concernant la détention du capital des sociétés d'expertise comptable. À cet égard, il n'est pas non plus exclu que le métier se financiarise sous l'impulsion de fonds d'investissement par exemple.

Dans ce contexte, le CNOEC a annoncé en 2021 la création de Drakarys, « société d'investissement des experts-comptables pour les experts-comptables ». Celle-ci est notamment montée au capital de MyUnisoft. Son ambition : assurer l'indépendance numérique de la profession pour faire face et tirer avantage de la montée en puissance des éditeurs.

■ Cartographie des secteurs impactés par la plateformeisation



Source : Observatoire de l'ubérisation

5.4. LE JEU CONCURRENTIEL À MOYEN TERME

Diversification : déplacement du centre de gravité des professionnels du chiffre

De fortes pressions contraignent les professionnels du chiffre à prendre le virage du conseil

Les commissaires aux comptes et les experts-comptables sont soumis à des vents contraires qui prennent essentiellement deux formes :

- le relèvement des seuils obligeant les entreprises à faire certifier leurs comptes par un commissaire aux comptes. Afin de s'aligner sur la norme européenne, la loi Pacte a en effet fait passer ce seuil de 3,1 millions d'euros à 8 millions d'euros de chiffre d'affaires. Avec à la clé la perte de nombreux mandats CAC (évalués par la CNCC à près de 30 000 mandats et plus de 120 M€ d'honoraires en cumulé entre 2018 et 2020).
- la digitalisation du métier d'expert-comptable rend caducs bon nombre de services auparavant essentiels pour accompagner les dirigeants de TPE/PME. Le prélèvement à la source, la généralisation de la facture électronique, ou encore les déclarations fiscales pré-remplies annoncent la fin de pans entiers de l'activité traditionnelle des experts-comptables.

Face à ce constat d'un durcissement des conditions d'exercice, la profession est en quête de nouvelles sources de profit, en particulier dans le domaine du conseil. Avec une distinction assez nette entre les conseils prodigués aux grands comptes, d'ordre stratégique, et les conseils aux petites et moyennes entreprises, d'ordre généralement plus opérationnel.

Vers un marché à trois vitesses

D'une certaine manière, les professionnels du chiffre sont idéalement placés pour conseiller leurs clients du fait de leur rôle traditionnel de « tiers de confiance » et d'interlocuteurs privilégiés pour les questions comptables ou administratives. Pour autant, la diversification vers le conseil ne s'improvise pas et représente en réalité un saut qualitatif majeur pour les experts-comptables. Elle nécessite en effet des efforts d'adaptation et de formation ou encore de diversification des profils recrutés. De fait, seuls les cabinets ayant une assise suffisamment solide pourraient être en mesure de mener des missions de *consulting*, tandis qu'une myriade de petits cabinets (pour qui le conseil ne représente au mieux qu'une frange de leur activité) resteraient cantonnés aux missions d'expertise comptable classiques.

1) Les Big 4 et leurs challengers directs font et feront incontestablement partie des acteurs les plus dynamiques dans le conseil. Ils essaieront de s'immiscer davantage auprès des directions générales à travers des marques dédiées en stratégie. Après plusieurs années de retard sur EY (*EY-Parthenon*), Deloitte (*Monitor Deloitte*) et PwC (*Strategy&*), KMPG a d'ailleurs lancé sa marque de conseil en stratégie *Global Strategy Group* en 2019.

2) De nombreux cabinets intermédiaires commencent aussi à opérer une diversification de leur activité vers le conseil, *via* la création de divisions dédiées dont le champ d'intervention reste toutefois beaucoup plus limité : Aca Nexia a créé un pôle dédié à la restructuration d'entreprise, le groupe d'expertise comptable Axilys a développé sa branche juridique, de même que le groupe GMBA, qui s'est associé à Nosten Avocats pour créer GMBAvocats, SR Conseil a lancé une activité notariale, le réseau RSM a récemment annoncé le développement d'un pôle interprofessionnel combinant immobilier et gestion patrimoniale, etc.

3) Reste que de nombreux cabinets de petite taille comptant une poignée d'experts-comptables et de collaborateurs n'ont pas les ressources humaines et les moyens matériels de développer de telles offres de conseil. Ces derniers seront probablement contraints de se regrouper pour avancer leurs pions dans le domaine du conseil.

5.4. LE JEU CONCURRENTIEL À MOYEN TERME

La tendance au regroupement va s'accélérer

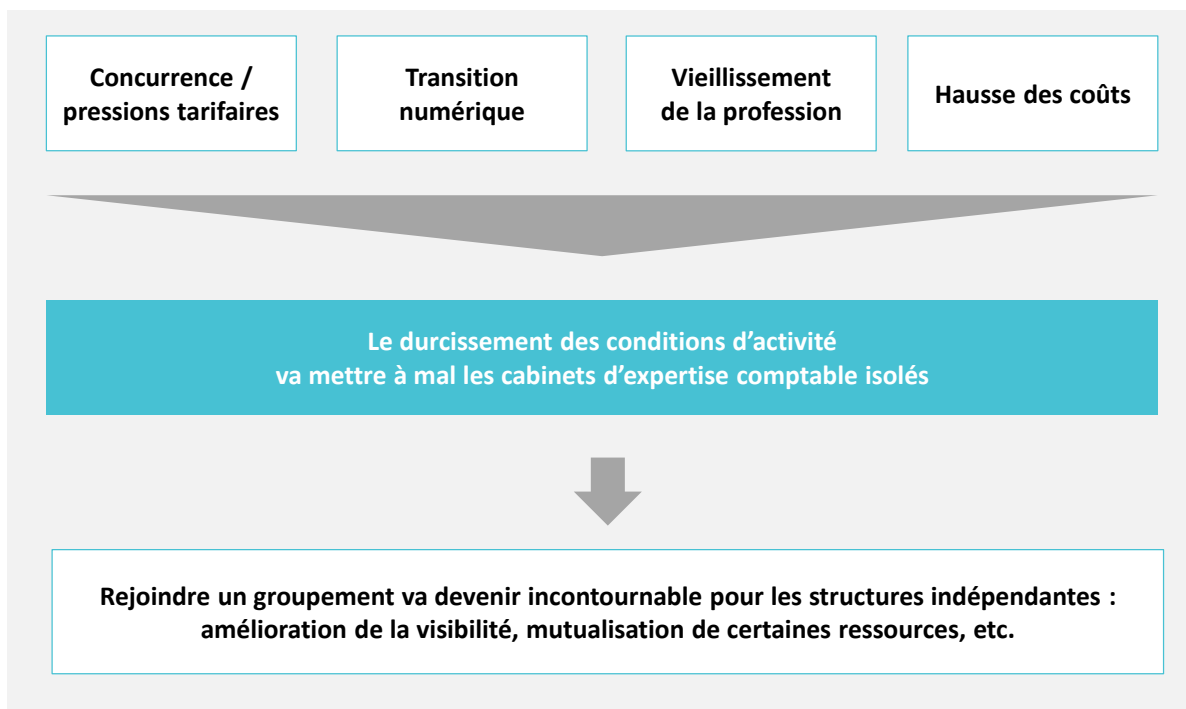
Des regroupements nécessaires face au durcissement des conditions d'exercice

Face aux évolutions du marché, rejoindre un groupement (ou non réseau) pourrait devenir incontournable pour certains cabinets d'experts-comptables indépendants. Faute de quoi ils ne parviendront pas à maintenir leurs marges du fait de l'âpreté de la concurrence. Cette dernière va en effet continuer de peser sur les prix alors que les professionnels du chiffre devront parallèlement composer avec le surenchérissement de leurs coûts. Dans le contexte d'inflation élevée qui se profile en 2023 et 2024, les cabinets devront en particulier revaloriser plus fortement les rémunérations de leurs collaborateurs. Un effort d'autant plus nécessaire que les tensions sur les recrutements se font plus fortes et que les plus petits cabinets sont plus exposés que les autres à l'impact d'une démission ou d'un débauchage d'un collaborateur.

Face au durcissement des pressions concurrentielles, les cabinets d'expertise comptable vont par ailleurs devoir actionner les bons leviers pour accroître leur visibilité vis-à-vis des entreprises, mais aussi des futurs collaborateurs (dans un contexte de vieillissement de la population des experts-comptables). Et l'adhésion à un groupement, à la notoriété établie, sera clairement l'un d'entre eux.

Enfin, la « technologisation » du métier va quant à elle impliquer d'importants investissements, bien souvent difficiles à assumer financièrement par un cabinet isolé, et pour lesquels ce dernier maîtrise rarement les tenants et aboutissants. La digitalisation des professionnels est pourtant indispensable pour améliorer l'attractivité de l'offre, accroître l'efficacité (rentabilité) et mieux lutter face aux outils de *self-care* et des concurrents aux offres 100% digitalisées.

Facteurs incitant au regroupement des indépendants

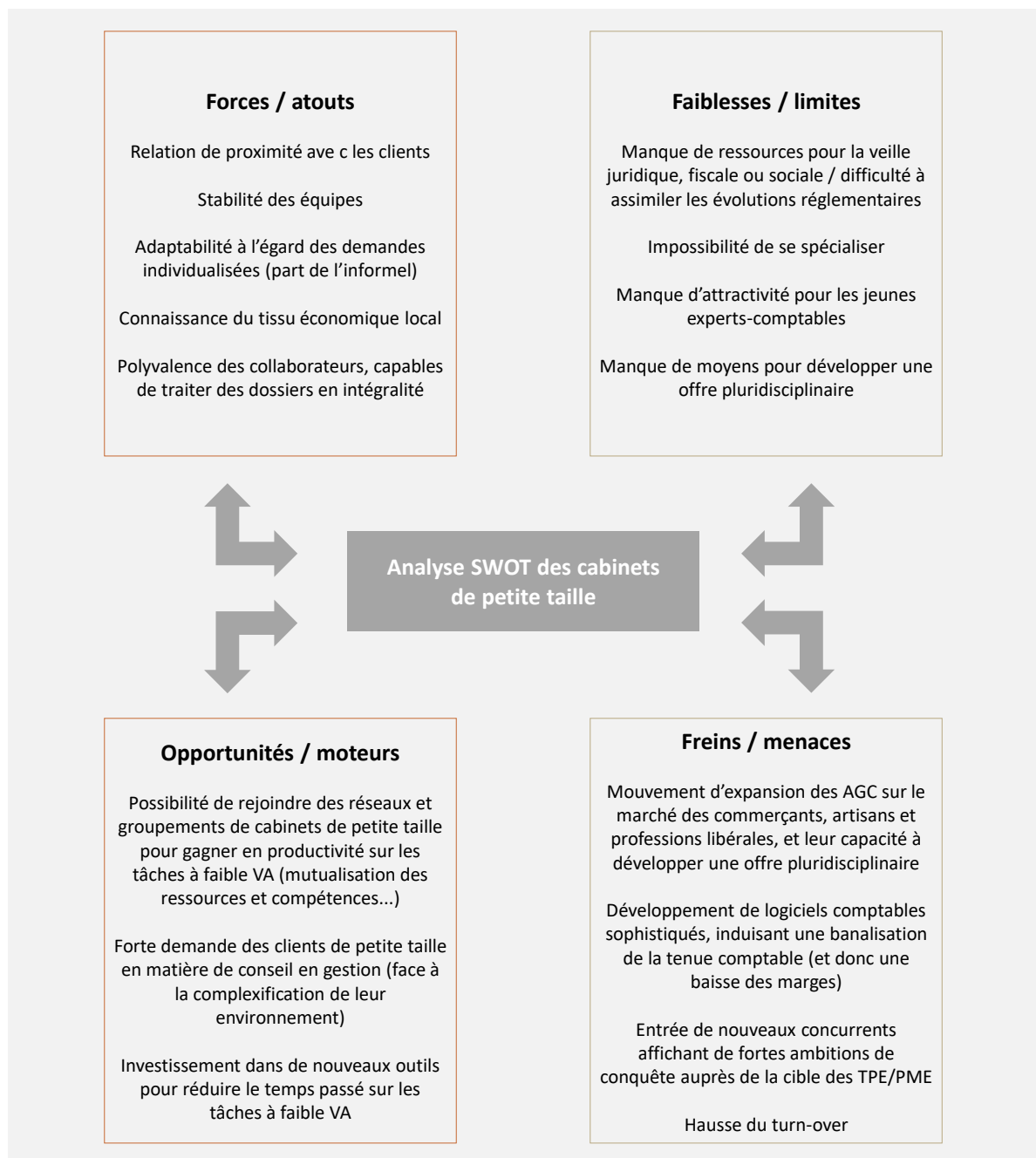


Source : Xerfi

5.4. LE JEU CONCURRENTIEL À MOYEN TERME

L'analyse SWOT des cabinets de petite taille

Analyse SWOT des cabinets de petite taille

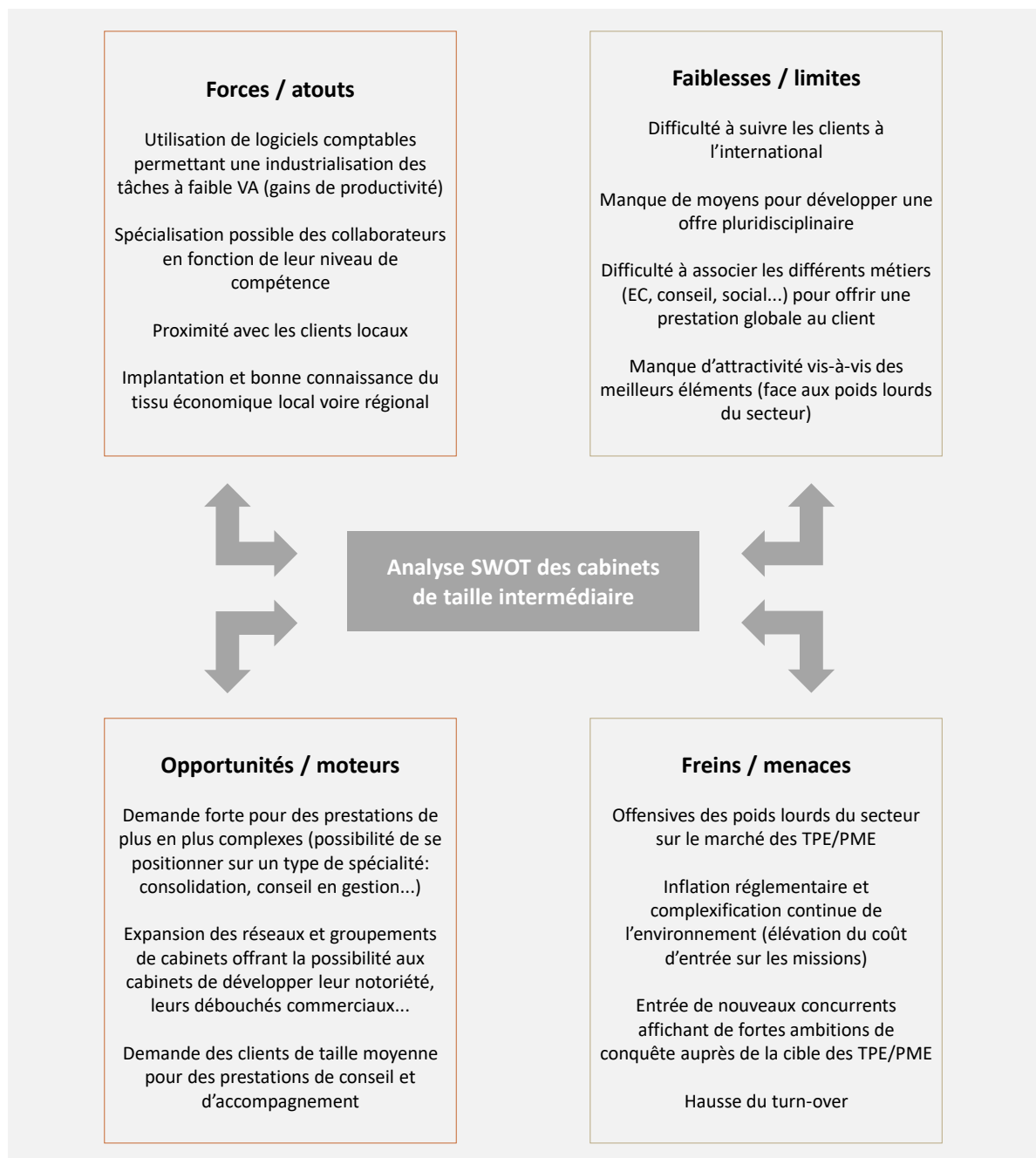


Source : Xerfi, d'après OMECA

5.4. LE JEU CONCURRENTIEL À MOYEN TERME

L'analyse SWOT des cabinets de taille intermédiaire

Analyse SWOT des cabinets de taille intermédiaire

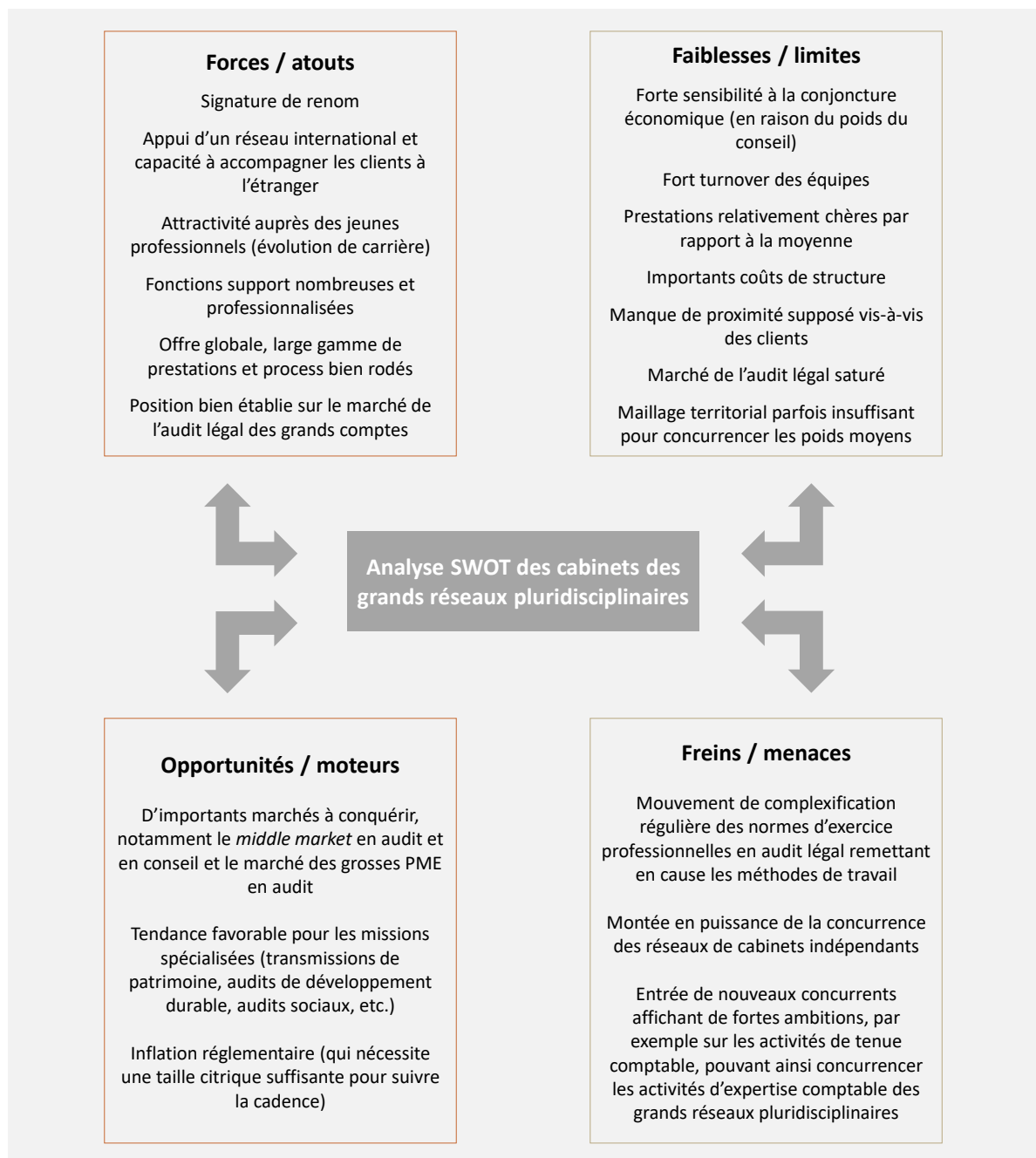


Source : Xerfi, d'après OMECA

5.4. LE JEU CONCURRENTIEL À MOYEN TERME

L'analyse SWOT des grands réseaux pluridisciplinaires

Analyse SWOT des grands réseaux pluridisciplinaires



Source : Xerfi, d'après OMECA

5.4. LE JEU CONCURRENTIEL À MOYEN TERME

Les conclusions de l'analyse SWOT

Les grands cabinets et réseaux sont idéalement positionnés

L'analyse SWOT des cabinets selon leur taille révèle un véritable fossé entre les petits cabinets, souvent isolés, et les grands réseaux pluridisciplinaires. Ces derniers bénéficient en effet de cinq facteurs clés de succès sur les marchés de l'expertise comptable et de l'audit :

- la capacité à se spécialiser : dans les grands cabinets, les activités à forte valeur ajoutée sont réalisées par des spécialistes (expert-comptable, juriste social, gestionnaire de paie, etc.) qui se trouvent d'ailleurs généralement au sein de pôles spécifiques (pôle paie, juridique, conseil, audit, etc.) ;
- la capacité à segmenter les tâches : pour un même dossier client, les cabinets de taille intermédiaire et les grands cabinets peuvent faire intervenir deux grandes catégories de collaborateurs : les « producteurs » (comptables de *back-office*) et les consultants (comptables de *front-office* tournés vers la relation client). Les premiers peuvent même être aidés dans leur mission par des assistants, par exemple sur l'activité de numérisation des documents lorsque celle-ci n'est pas digitalisée ;
- l'informatisation (ou industrialisation) : les grands cabinets sont plus à même d'industrialiser la tenue de la comptabilité grâce à des outils de dernière génération. Avec à la clé la possibilité de minimiser les coûts sur les tâches à faible valeur ajoutée ;
- la possibilité de s'appuyer sur des fonctions support nombreuses : au sein des grands cabinets, les fonctions support sont plus nombreuses et plus structurées. Elles incluent notamment les services informatiques, la veille réglementaire (méthodologie/technique), le juridique, la qualité, les ressources humaines, la communication, la comptabilité et la gestion, etc.
- la pluridisciplinarité : les grands cabinets sont bien établis sur le marché de l'audit légal des grands comptes. Les activités de conseil y sont plus importantes et font l'objet de missions spécifiques.

Quid des cabinets de petite taille et de taille intermédiaire ?

Les cabinets de taille plus modeste vont peu à peu être contraints de se placer dans une logique d'apporteur de solutions face à l'évolution des besoins des entreprises. Mais à la différence des grands réseaux, qui multiplient les opérations de croissance externe, ils privilégieront probablement l'agrégation de compétences, faute de ressources financières suffisantes et d'un savoir-faire limité en matière d'intégration de sociétés.

Aussi, pour faire évoluer leur offre, les cabinets pourraient envisager de recourir au recrutement de nouveaux experts associés, voire de fusionner pour gagner en complémentarité. C'est la voie choisie par exemple par Jégard (fondations, associations, entités de l'ESS, etc.) et Créatis Groupe (entrepreneurs, PME et ETI) pour « apporter des solutions opérationnelles sur-mesure et répondant aux besoins précis des clients ».

Ces alternatives ne sont pas toujours faciles à mettre en œuvre. Le recrutement de nouveaux experts impose de bénéficier d'une certaine notoriété et de disposer des compétences pour recruter les bons profils. Les opérations de fusions, quant à elles, ne sont pas sans risque (méésentente entre les parties prenantes, incompatibilité culturelle, faible complémentarité, etc.).

LES FICHES D'IDENTITE DES PRINCIPAUX ACTEURS

KPMG

Siège social

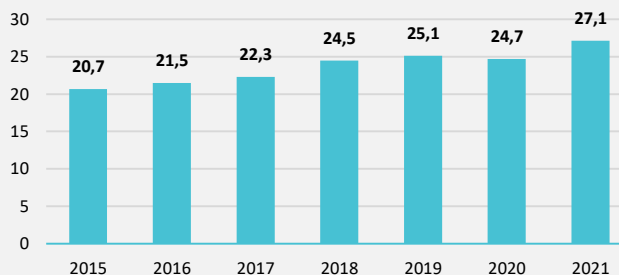
15 Canada Square
Londres E14 5GL
Royaume-Uni

Site Internet

www.kpmg.com

Chiffre d'affaires du groupe KPMG

Unité : milliard d'euros / Source : KPMG



KPMG — Présentation générale du groupe

Chiffre d'affaires 2021	27,1 Md€
Évolution sur un an	+10,0%
Effectifs total	236 000 pers.
Présence géographique	145 pays
Chiffre d'affaires France (activités réglementées)	1 144 M€
CA « expertise comptable »	697 M€
% CA généré en France (act. regl.)	60,9%
CA « commissariat aux comptes »	447 M€
% CA généré en France (act. regl.)	39,1%
Effectifs salariés (France)	≈ 10 000 pers.
Nombre de bureaux France	209

Présentation du groupe

KPMG a été fondé en 1987, à l'issue de la fusion Klynveld Main Goerdeler / Peat Marwick International. La structure anglo-néerlandaise KPMG International fédère les cabinets indépendants membres du réseau dans 145 pays à travers le monde.

Activités du groupe

KPMG organise son activité autour de 3 pôles : Audit (activités comptables), *Advisory* (conseil) et *Tax & Legal* (fiscalité et juridique). Comme la plupart de ses concurrents directs, le poids de la division Conseil dans le chiffre d'affaires total du groupe s'est renforcé ces dernières années, au détriment de l'activité d'audit. Le groupe intervient auprès de tous types d'entreprises : grands groupes français et internationaux, ETI, groupes familiaux, TPE/PME et *start-ups*.

Répartition de l'activité du groupe (CA 2021)

- Advisory (42,5%) ;
- Audit (35,7%) ;
- Tax & Legal (21,8%).

Présence géographique

- Europe, Moyen-Orient, Afrique (44,4%) ;
- Amérique (37,0%) ;
- Asie et Pacifique (18,6%).

Sources : KPMG et La Profession Comptable

KPMG — Présentation de KPMG France

KPMG, leader de l'expertise comptable et de l'audit en France

KPMG France est issu de La Fiduciaire de France, une société créée en 1922 à Grenoble (membre fondateur du réseau international KPMG en 1979). En 2005, KPMG a sensiblement renforcé ses positions dans l'Hexagone en rachetant Salustro Reydel, l'un des derniers cabinets indépendants d'envergure à l'époque. Aujourd'hui, KPMG regroupe 209 bureaux en France. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 1 281 M€ en 2020/21, principalement dans les activités réglementées.

À travers ses missions d'audit, KPMG assure la pertinence et la fiabilité des informations financières des entreprises auditées. Le groupe propose principalement des missions de certification de l'information financière (audit légal des comptes et audit contractuel). Ses auditeurs peuvent aussi formuler des recommandations pour pallier les éventuelles faiblesses du contrôle interne identifiées lors de l'audit des entreprises.

Une clientèle nombreuse et diversifiée

KPMG compte en France environ 70 000 clients, dont 300 entités d'intérêt public (EIP) et sociétés cotées, 1 645 ETI, 6 000 collectivités publiques, 6 500 organismes de l'économie sociale et solidaire et plus de 47 000 petites entreprises, artisans, commerçants et professions libérales. KPMG couvre par ailleurs 100% des groupes du CAC 40 grâce à ses différents métiers (audit, conseil, droit, fiscalité).

Parmi les EIP pour lesquelles le cabinet a effectué un contrôle légal des comptes au cours de l'exercice 2020/21 figurent de nombreux établissements de crédit (banques du Crédit Mutuel et de BPCE, Orange Bank, etc.), de nombreux acteurs du monde de l'assurance (des assureurs comme Auxia, des mutuelles comme Amellis Mutuelles ou encore des institutions de prévoyance à l'image d'Audiens), ainsi que des sociétés cotées (Saint-Gobain, JCDcaux, Orange, Renault, etc.).

Plus de 10 000 talents en France

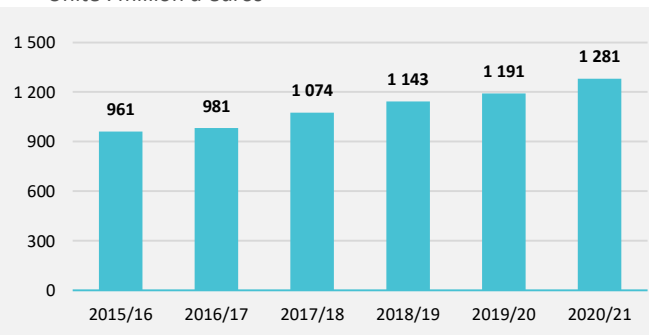
Fort d'un maillage territorial unique en France, KPMG réunit près de 10 000 professionnels (de 70 nationalités différentes) dans plus de 200 bureaux, au service du développement du tissu économique français. Parmi ces professionnels, le cabinet comptait 477 associés au 30 septembre 2021.

Sur l'exercice 2020/21, KPMG a consacré 6,18% de la masse salariale à la formation. Par ailleurs, le cabinet jouit d'une marque employeur reconnue. Selon le classement Universum 2021, KPMG était le 6^e employeur le plus attractif auprès des jeunes diplômés en écoles de commerce.

Chiffres clés 2020/21	
Chiffre d'affaires	1 281 M€
Croissance sur un an	+7,6%
Nombre de clients	≈ 70 000 pers.
dont clients EIP	≈ 300
Effectifs salariés	≈ 10 000 pers.

Chiffre d'affaires de KPMG France

Unité : million d'euros



Sources : KPMG et La Profession Comptable

KPMG — Présentation de KPMG France (suite)

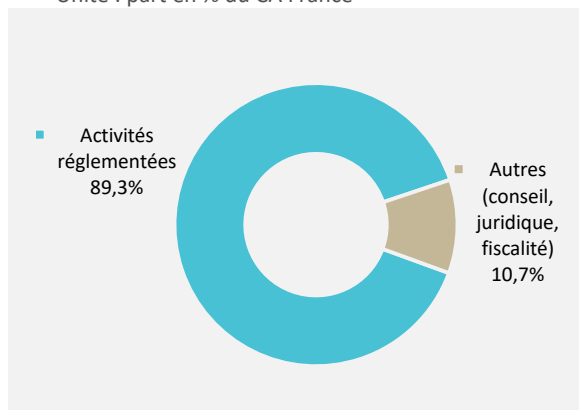
Présentation de KPMG Avocats

Les activités de KPMG ont été lancées en 2019. KPMG Avocats accompagne les entreprises dans toutes les dimensions de leur conformité juridique et fiscale : conformité, sécurisation des activités courantes et exceptionnelles, responsabilité sociétale, etc.

En septembre 2021, KPMG Avocats réunissait 550 collaborateurs et associés, dont 275 avocats, à travers 22 bureaux en France. Filiale de KPMG S.A., qui regroupe les activités d'audit, conseil et expertise comptable de KPMG en France, KPMG Avocats est elle-même membre du réseau KPMG International.

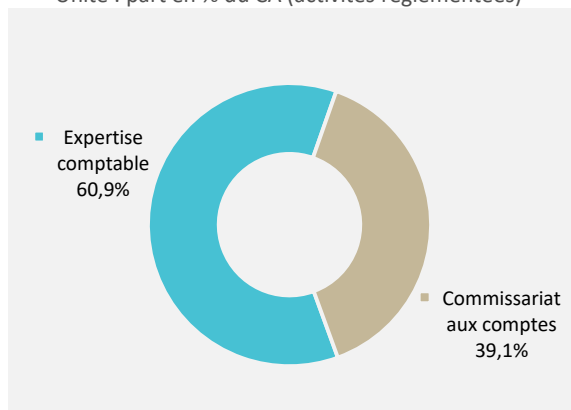
Répartition du CA de KPMG France

Unité : part en % du CA France



Répartition du CA de KPMG France

Unité : part en % du CA (activités réglementées)



Source : La profession comptable (données 2021)

KPMG — Axes de développement

« KPMG 2025 » : l'innovation et l'agilité au cœur de l'expérience client et du modèle opérationnel

Le projet actuel du cabinet vise à consolider son *leadership* sur trois volets :

- être leader par sa réputation et son positionnement sur ses marchés ;
- être leader par sa capacité d'innovation et d'investissement dans des solutions digitales et sectorisées ;
- être leader par la qualité de ses talents et de ses équipes.

Ce plan est fondé sur :

- la réaffirmation de la pluridisciplinarité du cabinet et de son engagement fort sur le marché des grands comptes, des ETI, des PME, des TPE et des *start-up* ;
- une dynamique de conquête soutenue par une stratégie d'accompagnement « *Client for life* » ;
- une accélération de la croissance dans le conseil, appuyée par des solutions innovantes et multi-compétences ;
- des investissements importants dans les métiers traditionnels du cabinet, notamment en matière de qualité et de digital ;
- le déploiement d'une plateforme de services en ligne accompagnant les décideurs et les entrepreneurs dans leur gestion comptable, fiscale, sociale, juridique et offrant une interface modulable et novatrice.

KPMG — Axes de développement (suite)

Un positionnement accru sur le segment du conseil

KPMG France entend renforcer son pôle « consulting » au cours des prochaines années. Dans la nouvelle mandature engagée en avril 2021, le plan stratégique de KPMG France prévoit en effet que les activités de conseil (consulting, mais aussi activité de fusions-acquisitions, ou « deal ») deviennent le premier métier du cabinet au terme de ce plan, en 2025. Les pôles « consulting » (environ 80 associés et 1 200 collaborateurs) et « deal » (environ 60 associés et 800 collaborateurs) bénéficient d'un plan d'investissement significatif et sont appelés à être le « fer de lance » de la croissance du cabinet au cours des prochaines années, avec une croissance attendue de l'ordre de 15% par an en moyenne.

Ces dernières années, KPMG Consulting a affiché une très forte croissance, notamment auprès des grands comptes (doublement du chiffre d'affaires en quatre ans). Une dynamique soutenue en partie par des opérations de croissance externe :

- rachat en février 2018 du cabinet de conseil en économie MAPP. Fondé en 2007, ce dernier s'est imposé comme un acteur important dans la réalisation d'études économiques dans l'Hexagone. Il accompagne notamment plusieurs dizaines de multinationales françaises et internationales ;
- rachat en avril 2018 de Carewan, qui intervient dans le « *change management* ».

En juin 2019, KPMG a aussi lancé en France, sa marque de conseil en stratégie *Global Strategy Group* (GSG), créée en 2015. Celle-ci regroupe aujourd'hui 450 associés et environ 3 500 consultants dans 35 pays. Le cabinet cherche notamment à se développer sur certains marchés clients comme les services financiers, les médias ou même les biens de consommation. Pour asseoir son positionnement *premium*, GSG mise également sur le recours à une stratégie du guichet unique, rendue possible par des collaborations avec les autres activités de KPMG, comme le conseil juridique, *IT* ou financier.

EY
Siège social

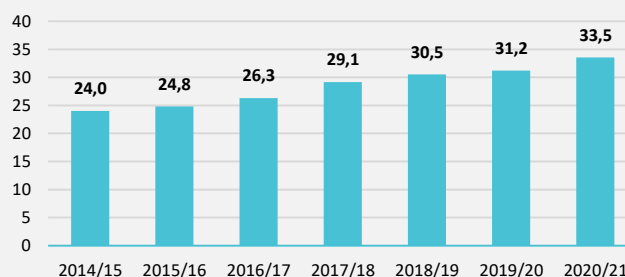
6 More London Place
Londres
Royaume-Uni

Site internet

www.ey.com

Chiffre d'affaires du groupe EY

Unité : milliard d'euros / Source : EY


EY — Présentation générale du groupe

Chiffre d'affaires 2020/21	33,5 M€
Évolution sur un an	+7,4%
Effectifs (monde)	≈ 312 000 pers.
Présence géographique	> 150 pays
Chiffre d'affaires France (activités réglementées)	650 M€
CA « expertise comptable »	269 M€
% CA généré en France (act. regl.)	41,4%
CA « commissariat aux comptes »	381 M€
% CA généré en France (act. regl.)	58,6%
Effectifs salariés (France)	≈ 6 700 pers.
Nombre de bureaux France	13

Sources : EY et La Profession Comptable

Présentation du groupe

EY (ex-Ernst & Young) est issu de la fusion en 1989 des cabinets Ernst & Whinney et Arthur Young & Co. Basé à Londres, le groupe fait partie des « Big Four » de l'audit. Mais il est également diversifié dans les services juridiques et le conseil.

Activités du groupe

EY propose des prestations dans quatre grands domaines : audit (maîtrise des risques), fiscalité et droit (droit des affaires, droit social, etc.), transactions (cessions, acquisitions, introductions en Bourse, etc.) et conseil (accompagnement stratégique).

EY intervient sur de nombreux secteurs d'activité : transports, santé, technologies, énergie, médias, banque, télécom, distribution, immobilier, secteur public, etc.

Répartition de l'activité

- Audit / Assurance (34,0%) ;
- Consulting (27,9%) ;
- Tax & Legal (26,1%) ;
- Strategy & Transactions (12,0%).

Présence géographique

Ernst & Young est présent dans 151 pays à travers le monde. Il a scindé ses activités en trois zones opérationnelles :

- Amériques (44,2%) ;
- Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique (39,2%) ;
- Asie-Pacifique (16,6%).

EY — Présentation de EY France

Présentation de EY en France

EY regroupe 14 bureaux et 6 700 collaborateurs en France. Il a réalisé un chiffre d'affaires de 1 177 M€ durant l'exercice 2020/21 dans l'Hexagone, dont 650 M€ dans les activités réglementées. Présent dans une dizaine de grandes villes et très implanté sur le marché des grands comptes, le groupe dispose aussi d'une forte expertise du secteur public. Son point faible est le marché des PME/TPE où il est moins présent que les 3 autres « Big Four ».

L'activité d'EY France est organisée autour de quatre grands métiers : l'audit réglementaire, le conseil (transformation, amélioration de la performance et maîtrise des risques), le conseil juridique et fiscal *via* EY Société d'Avocats et le pôle « *Transactions Advisory Services* » (cessions, acquisitions, évaluations, restructurations, etc.).

L'offre d'EY dans l'expertise comptable couvre : le traitement et le suivi des opérations comptables, sociales et fiscales, le reporting financier, le contrôle de gestion, la réalisation de diagnostics, l'externalisation de la fonction paie, la rationalisation de l'organisation juridique des entreprises clientes et la mise en place d'outils de dématérialisation pour le cycle fournisseur.

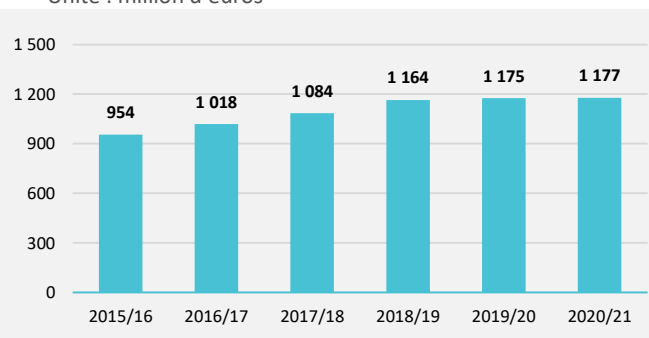
Les activités d'audit concernent le commissariat aux comptes (audit des états financiers en vue de la certification des comptes, émission du rapport d'audit, etc.) et l'audit contractuel.

Chiffres clés 2020/21

Chiffre d'affaires	1 177 M€
Croissance sur un an	+0,2%
Nombre de clients	≈ 9 500
dont clients EIP	nd
Effectifs salariés	≈ 6 700 pers.

Chiffre d'affaires de EY France

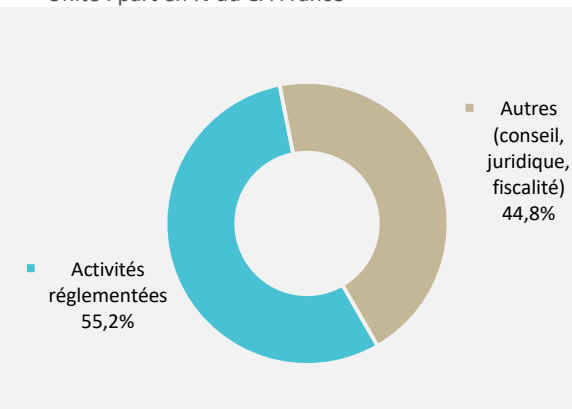
Unité : million d'euros



Sources : Deloitte et La Profession Comptable

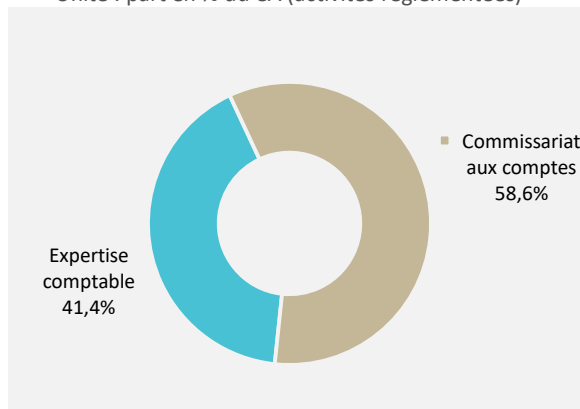
Répartition du CA de EY France

Unité : part en % du CA France



Répartition du CA de EY France

Unité : part en % du CA (activités réglementées)



Source : La profession comptable (données 2021)

PwC

Siège social

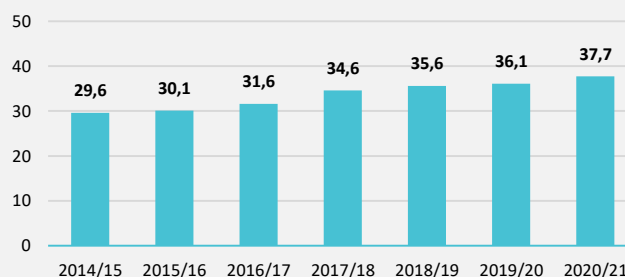
1 Embankment Place
Londres
Royaume-Uni

Site internet

www.pwc.com

Chiffre d'affaires du groupe PwC

Unité : milliard d'euros / Source : PwC



PwC — Présentation générale du groupe

Chiffre d'affaires 2020/21	37,7 Md€
Évolution sur un an	+4,6%
Effectifs (monde)	≈ 295 000 pers.
Présence géographique	156 pays
Chiffre d'affaires France (activités réglementées)	445 M€
CA « expertise comptable »	77 M€
% CA généré en France (act. regl.)	17,3%
CA « commissariat aux comptes »	368 M€
% CA généré en France (act. regl.)	82,7%
Effectifs salariés (France)	≈ 3 400 pers.
Nombre de bureaux France	24

Sources : PwC et La Profession Comptable

Présentation du groupe

PricewaterhouseCoopers (PwC) a été créé en 1998 à la suite de la fusion entre Price Waterhouse et Coopers & Lybrand. Comme les autres *Big 4*, le réseau international, basé à Londres, est constitué d'entités indépendantes. Il intervient principalement auprès de clients dans de nombreux secteurs d'activité (services financiers, industrie manufacturière et automobile, technologie, médias, télécom, énergie, santé, administrations publiques, etc.).

Activités du groupe

PwC organise son activité en trois principaux pôles :

- Assurance : audit (37,8%) ;
- Advisory : conseil (37,8%) ;
- Tax : conseil financier, juridique et social (24,4%).

Comme pour ses trois principaux concurrents, la part de la division « Conseil » dans le chiffre d'affaires du groupe a progressé ces dernières années, au détriment des deux autres divisions.

Présence géographique

PwC est présent dans plus de 150 pays :

- Amériques (40,6%) ;
- EMEA (39,8%) ;
- Asie et Asie Pacifique (19,6%).

PwC — Présentation de PwC France

Présentation de PwC en France

PwC compte 24 bureaux et plus de 3 300 collaborateurs, et a réalisé un chiffre d'affaires de 955 M€ en France en 2020/21. L'organisation est structurée en six régions (Hauts-de-France, Est, Grand Ouest, Rhône-Alpes Bourgogne, Sud et Sud-ouest). Les activités d'Assurance (regroupant les métiers d'audit et de conseil en gestion des risques), de Consulting (conseil comptable, conseil en stratégie, en management, en transactions) et de Tax (juridique, fiscal et social) sont exercées dans des entités distinctes : PricewaterhouseCoopers Audit, PwC Professional Services, PricewaterhouseCoopers Advisory, PwC Société d'Avocats, etc.

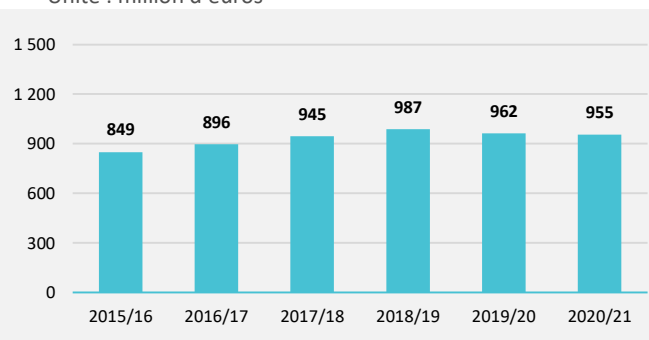
Un poids lourd de l'audit en France

PwC France est peu présent dans l'expertise comptable, activité qui a représenté 8% de son chiffre d'affaires total en 2020/21. Avec un chiffre d'affaires de 368 M€, PwC fait en revanche figure de poids lourd de l'audit en France aux côtés de KPMG (447 M€), EY (381 M€) et Deloitte (366 M€). PwC revendique en effet plus de 11 000 mandats et audite près de la moitié des sociétés du CAC 40 et une quarantaine de sociétés du SBF 120. PwC est en particulier très présent dans les services financiers (établissements de crédit, compagnies d'assurance, de réassurance, mutuelles et institutions de prévoyance).

Chiffres clés 2020/21	
Chiffre d'affaires	955 M€
Croissance sur un an	-0,7%
Nombre de clients	~ 11 000
dont clients EIP	nd
Effectifs salariés	~ 3 400 pers.

Chiffre d'affaires de PwC France

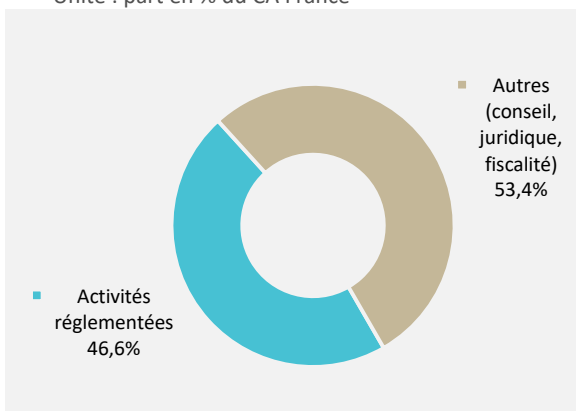
Unité : million d'euros



Sources : Deloitte et La Profession Comptable

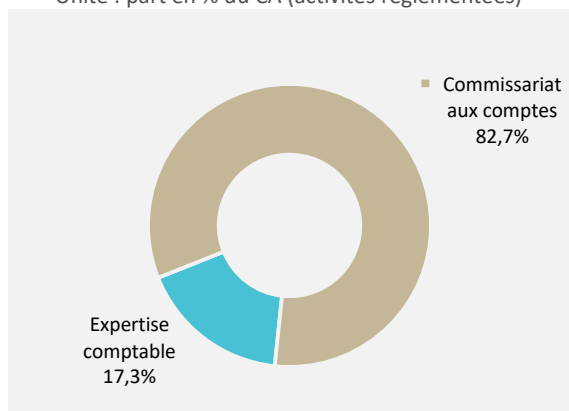
Répartition du CA de PwC France

Unité : part en % du CA France



Répartition du CA de PwC France

Unité : part en % du CA (activités réglementées)



Source : La profession comptable (données 2021)

PwC — Axes de développement

Des innovations dédiées au travail collaboratif et à la transformation digitale des entreprises

Depuis octobre 2019, PwC a déployé la solution *Cegid Loop* en l'associant à ses propres systèmes de production comptable. Les solutions de *Cegid Loop* (nativement collaborative et intégrant les capacités de l'intelligence artificielle grâce à son architecture bâtie sur Microsoft Azure) lui permettent en effet de répondre à un double enjeu : proposer une expérience unique à ses collaborateurs ainsi qu'à ses clients. PwC n'en est pas à son coup d'essai : début 2016, il avait inauguré un espace dédié au travail collaboratif, la « *Delta Room* » regroupant un ensemble de technologies favorables à l'échange et la créativité (écrans interconnectés, tableaux interactifs, visioconférence HD, etc.).

Une politique de croissance externe offensive

PwC a repris en 2015 Nealite, un cabinet parisien spécialiste du *design* et de l'expérience utilisateur, et SMG Group, spécialisé dans l'accompagnement opérationnel et le contrôle de gestion. Le groupe a poursuivi sa politique d'acquisition en 2016 avec le rachat d'Ampersand, cabinet d'expertise comptable tourné vers les PME franciliennes (8 M€ de chiffre d'affaires). L'objectif de PwC est de pouvoir délivrer une palette complète de services aux PME, de leur création jusqu'à leur transmission. Fin 2016, le groupe a annoncé avoir procédé à l'acquisition de Datasio, jeune entreprise toulousaine spécialisée dans le traitement de données, et d'IDRH, cabinet de conseil en ressources humaines et en transformation des organisations, qui vient renforcer son pôle « *people & organization* ». Début 2018, c'est GBSAssociés qui a été racheté par PwC. Ce cabinet nantais d'expertise comptable s'adresse principalement aux artisans, aux commerçants et aux PME. Au 1^{er} semestre de l'année 2021, le groupe a poursuivi sa politique d'expansion. En février, il a mis la main sur Marker Management Consulting (près de 20 collaborateurs et 400 clients), un acteur intervenant dans le conseil en gestion de patrimoine, en gestion d'actifs et en services financiers. L'acquisition, en avril de la même année, de l'activité *consulting* de JAGGAER (ex BravoSolution) est venue accroître les activités de conseil achats de PwC.

Un intérêt croissant pour la blockchain

PwC collabore avec diverses entreprises publiques et privées afin de promouvoir l'usage de la technologie *blockchain*. En novembre 2016, PwC a lancé Vulcan Digital Asset Services pour permettre aux actifs numériques (*tokens*) d'être utilisés au sein des services bancaires ou le commerce notamment. PwC travaille par ailleurs actuellement sur la mise en place de son propre service d'audit à destination des entreprises utilisant la *blockchain* afin de s'assurer notamment de la sécurité du registre. En janvier 2020, PwC Suisse a par ailleurs annoncé le rachat de ChainSecurity, une *start-up* zurichoise qui a développé un outil visant à détecter les failles de sécurité dans les *smart contracts* exécutés via la *blockchain* Ethereum. La même année, un partenariat avec Morpheus Labs a permis de développer un outil intitulé *Smart Compliance*. Ce dernier a pour objectif d'automatiser la conformité réglementaire à l'aide du RPA et de permettre au personnel de se libérer des tâches à faible valeur ajoutée.

PwC France innove dans sa stratégie RH

PwC a lancé en 2019 « *GameChangers* », un jeu en ligne intégré à sa stratégie de recrutement. Tournée vers les jeunes diplômés, cette nouvelle expérience s'inscrit dans la continuité de la digitalisation du processus RH du groupe, après son *espace game* virtuel lancé en 2016 et le lancement de sa plateforme mettant en lien les candidats et les ambassadeurs du cabinet. À travers ce jeu, le groupe plonge le candidat dans l'univers PwC et teste par la même occasion son goût pour le défi, sa capacité de réflexion et de prise de décision ainsi que son esprit d'équipe. L'objectif du cabinet est de gagner en visibilité sur tous ses métiers historiques. PwC recrute traditionnellement 2 000 personnes chaque année.

Deloitte

Siège social

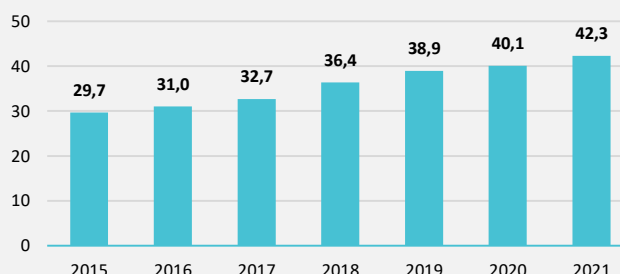
30 Rockefeller Plaza
New-York
États-Unis X

Site internet

www.deloitte.com

■ Chiffre d'affaires du groupe Deloitte

Unité : milliard d'euros / Source : Deloitte



Deloitte — Présentation générale du groupe

Chiffre d'affaires 2020/21	42,3 Md€
Évolution sur un an	+5,5%
Effectifs (monde)	≈ 345 000 pers.
Présence géographique	> 150 pays
Chiffre d'affaires France (activités réglementées)	366 M€
CA « expertise comptable »	-
% CA généré en France (act. regl.)	-
CA « commissariat aux comptes »	366 M€
% CA généré en France (act. regl.)	100%
Effectifs salariés (France)	≈ 2 300 pers.
Nombre de bureaux France	31

Sources : Deloitte et La Profession Comptable

Présentation du groupe

Deloitte est l'un des *leaders* mondiaux de l'audit. Il regroupe un réseau de plusieurs milliers de cabinets à travers le monde. Le groupe est issu de la fusion en 1990 de Deloitte Haskins & Sells et Touche Ross & Co, qui a abouti à la création de Deloitte & Touche. Il est devenu Deloitte Touche Tohmatsu deux ans plus tard, une dénomination toujours en vigueur même si la marque Deloitte est mise en avant, notamment pour uniformiser le nom des différentes entités du réseau.

Activités du groupe

Deloitte propose différentes prestations à ses clients :

- Audit et Assurance (20,8%) ;
- Consulting (41,4%), Financial Advisory (8,5%) (stratégie, fusions acquisitions, capital humain, etc.) ;
- Risk Advisory (11,7%) ;
- Tax et Legal (17,7%) (droit social, droit public des affaires, etc.), etc.

Le poids de la division Conseil dans le chiffre d'affaires total du groupe a fortement augmenté ces dernières années. Cette évolution, qui a principalement résulté de l'intégration des activités américaines « Secteur public » de Bearingpoint en 2009, s'est faite au détriment des divisions Audit qui ont régressé au fil du temps pour ne représenter en 2020/21 que 20 % des activités du groupe.

Présence géographique

- Amérique (50,0%) ;
- Europe, Moyen-Orient, Afrique (33,1%) ;
- Asie et Pacifique (16,9%).

Deloitte — Présentation de Deloitte France

Présentation de Deloitte en France

Deloitte compte une trentaine de bureaux en France. Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires global de 930 M€ au titre de l'exercice 2020/2021 dont près de 40% grâce à ses activités de commissariat aux comptes. Deloitte France est issu du rapprochement successif de plusieurs cabinets, dont la Fiduciaire économique et financière (FEF), qui avait rejoint Touche Ross International en 1961, et BDA, fondé en 1981. Les activités de Deloitte France sont organisées autour de deux grands pôles :

- Audit et conseils (804 M€, soit 86,5% du CA au titre de l'exercice clos en mai 2021) ;
- Activités juridiques et fiscales (125 M€, soit 13,5% du CA).

Cession d'In Extenso

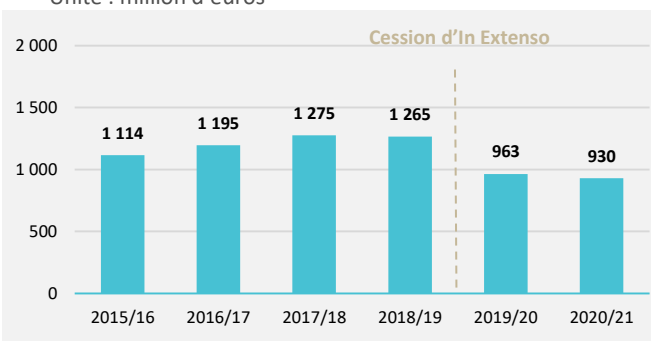
En avril 2019, Deloitte s'est séparé de son réseau d'expertise comptable français In Extenso, qui a été repris par ses associés. Cette opération s'est inscrite dans le cadre d'un processus de recentrage stratégique de Deloitte France, qui entend se renforcer sur les activités d'audit et de conseil.

Deloitte n'opère donc plus dans l'expertise comptable, ce qui explique la baisse de son chiffre d'affaires entre les exercices 2018/19 et 2019/20 (-23,6%). Hors cet effet de périmètre, le chiffre d'affaires de Deloitte a toutefois légèrement reculé, en particulier dans les activités de commissariat aux comptes.

Chiffres clés 2020/21	
Chiffre d'affaires	930 M€
Croissance sur un an	-3,4%
Nombre de clients	nd
dont clients EIP	nd
Effectifs salariés	≈ 2 300 pers.

Chiffre d'affaires de Deloitte France

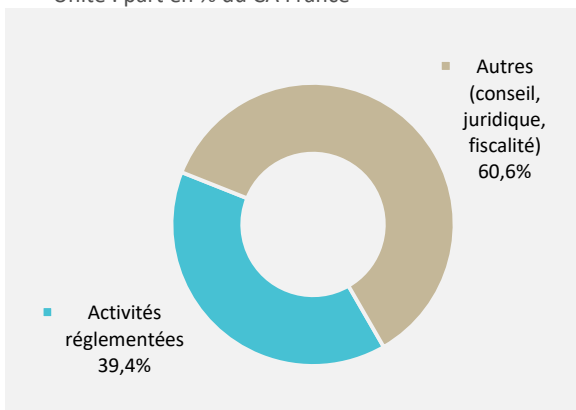
Unité : million d'euros



Sources : Deloitte et La Profession Comptable

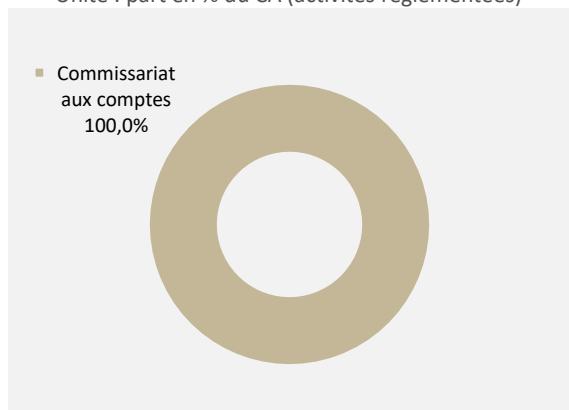
Répartition du CA de Deloitte France

Unité : part en % du CA France



Répartition du CA de Deloitte France

Unité : part en % du CA (activités réglementées)



Source : La profession comptable (données 2021)

Deloitte — Axes de développement

Renforcement des activités de conseil

À l'instar des autres « *Big Four* », Deloitte France a étoffé son pôle « *Advisory* » ces dernières années. Le cabinet a notamment racheté en décembre 2016 Microeconomix, une société spécialisée en économétrie. Le groupe souhaite en effet accroître son offre de conseil en mettant la main sur des cabinets spécialisés (finance, banque, sécurité, innovation technologique, etc.).

Cette stratégie a été confirmée par l'acquisition en octobre 2017 de la société de conseil FV Consultants, qui intervient dans le contrôle des fonds européens et dans le conseil auprès des collectivités (notamment sur des thématiques liées aux subventions européennes). Fin 2015, Deloitte France avait déjà acquis Synergence, un cabinet de conseil spécialiste des problématiques de développement durable. À la suite de cette opération, son pôle « Deloitte Développement Durable » regroupait près de 130 consultants dans l'Hexagone.

Poursuivant sa volonté de renforcement dans le conseil, Deloitte a cédé en 2019, dans le cadre d'un LBO, ses activités d'expertise comptable exploitées sous la marque In Extenso. L'objectif affiché est d'accroître ses investissements technologiques et en compétences afin de devenir le leader dans chacune de ses activités cœurs : Audit & Assurance, Consulting, Financial Advisory, Risk Advisory et Tax & Legal. D'ici 2023, Deloitte prévoit de doubler le nombre de *partners* et compte bien s'appuyer sur les fonds issus de la cession d'In Extenso pour financer son plan d'acquisitions à 4 ans dans le conseil.

Une présence croissante dans la *blockchain*

Deloitte a lancé Rubix en 2014, une offre de solutions qui fournit des services de conseil pour comprendre la *blockchain* et ses applications pour les clients de tout secteur d'activité, y compris les gouvernements. En mai 2016, le premier laboratoire *blockchain* de Deloitte a été créé à Dublin, suivi d'un 2^e centre à New York en janvier 2017. Deloitte a également rejoint l'Ethereum Enterprise Alliance (EEA) et le projet Hyperledger porté par la Linux Foundation en mai 2017. Quelques mois plus tard, Deloitte CEI (Russie) s'est associé à Waves Platform pour offrir à ses clients des solutions personnalisées dans ce domaine. Ces deux organisations collaborent également sur la mise au point de mécanismes juridiques pour réguler ces projets sur-mesure. En août 2019, Deloitte a par ailleurs conçu un système modulaire « *blockchain in a box* » pour présenter des démonstrations d'applications et aider les entreprises à appréhender ce qu'elles pourraient faire avec la *blockchain*.

Fiducial

Siège social

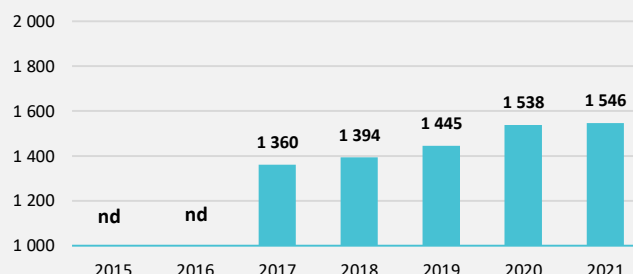
41 rue du Capitaine Guynemer
92925 La Défense
France

Site internet

www.fiducial.fr

Chiffre d'affaires du groupe Fiducial

Unité : million d'euros / Source : Fiducial



Fiducial — Présentation générale du groupe

Chiffre d'affaires 2021	1 546 M€
Évolution sur un an	+0,5%
Effectifs total (monde)	19 600 pers.
Présence géographique (opérationnelle)	7 pays
Chiffre d'affaires France (activités réglementées)	435 M€
CA « expertise comptable »	nd
% CA généré en France (act. regl.)	nd
CA « commissariat aux comptes »	nd
% CA généré en France (act. regl.)	nd
Effectifs salariés (France)	nd
Nombre de bureaux France	nd

Sources : Fiducial et La Profession Comptable

Présentation du groupe

Créé en 1970, Fiducial se définit comme « le leader français des services aux petites entreprises ». Le cabinet propose à ses clients des solutions d'optimisation de leur gestion en s'appuyant sur un fort maillage territorial. Le groupe est présent dans les segments de l'audit, de l'expertise comptable, du droit, de la banque, de la sécurité et de la fourniture de matériels de bureaux.

Activités du groupe

Fiducial comprend plusieurs entités dédiées à des services aux entreprises spécifiques :

- audit et commissariat aux comptes (Fiducial Audit) ;
- expertise comptable (Fiducial Expertise) ;
- droit (Fiducial Sofiral et Fiducial Legal by Lamy) ;
- banque (Banque Fiducial) ;
- gestion de SCPI (Fiducial Gérance) ;
- conseil en gestion de patrimoine et fiscalité (Fiducial Conseil) ;
- informatique (Fiducial Informatique) ;
- cloud (Fiducial Cloud) ;
- sécurité (Fiducial Sécurité) ;
- bureautique, imprimerie, etc. (Fiducial Office Solutions).

Présence géographique

Fiducial intervient également à l'étranger avec une présence directe par le biais de filiales en Europe, au Maroc et aux États-Unis, et par le biais de Fiducial International, association de droit suisse et réseau de membres et correspondants lui conférant une capacité d'intervention sur tous les continents. Fiducial réalise les deux tiers de ses revenus en Europe.

Fiducial — Présentation générale de l'activité

Présentation de Fiducial en France

Fiducial est issu du rapprochement entre Sofinarex et le groupe DACF-CECF en 1991. Fiducial a réalisé un chiffre d'affaires de 1 273 millions d'euros en France en 2020/21. La part des activités réglementées (expertise comptable et commissariat aux comptes) dans le chiffre d'affaires s'est élevée à 435 millions d'euros au cours de l'exercice, soit 34,2% des revenus totaux.

Présentation des activités d'audit

Fiducial réalise plusieurs types de missions d'audit auprès d'une typologie de clients variée (groupes français cotés ou non cotés, PME nationales ou régionales, filiales de groupes étrangers, entités du secteur public, etc.). Ces missions incluent :

- l'audit légal (commissariat aux comptes) : certification des comptes sociaux et consolidés, commissariat aux apports et à la fusion, etc. ;
- le diagnostic et l'accompagnement : assistance au passage et au suivi des normes IFRS, revue des procédures et examen des dispositifs de contrôle interne ;
- l'audit contractuel : audit d'acquisition de sociétés, due diligence, évaluation d'entreprises, etc. ;

L'activité Audit est exercée par quatre sociétés, Fidaudit et ses filiales Fideuraf, Audit Sud-Ouest et Revco, l'ensemble étant désigné sous le nom de Fiducial Audit, qui comprend 27 associés. Le groupe Fidaudit a réalisé sur l'exercice 2020 un chiffre d'affaires de 5,2 M€, réparti de la manière suivante :

- certification des comptes EIP : 330 k€ (auprès de cinq clients, essentiellement des mutuelles d'assurance) ;
- certification des comptes non EIP et autres missions : 4 895 k€.

Présentation des activités d'expertise comptable

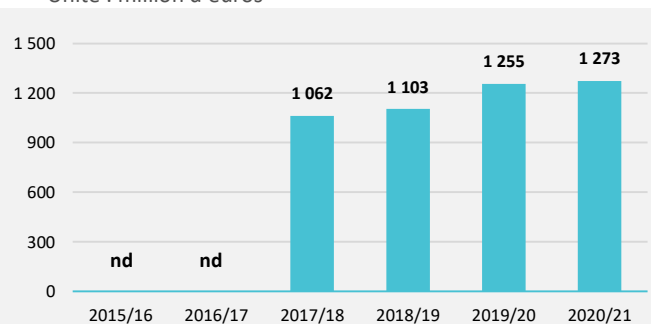
Fiducial propose, *via* Fiducial Expertise, une offre globale d'accompagnement incluant :

- une mission comptable, fiscale et d'aide au management : organisation et tenue de la comptabilité, établissement des comptes annuels, optimisation de la fiscalité et aide à la gestion de l'entreprise (budget, plan de financement, tableaux de bord, situations intermédiaires, etc. ;
- une mission d'accompagnement : assistance dans l'évaluation d'entreprise en vue d'un rachat ou d'une transmission, information juridique, fiscale et sociale, etc. ;
- une mission sociale : conseil sur les contrats de travail, établissement des bulletins de paie, déclarations sociales et fiscale et assistance en cas de contrôle, etc.

Chiffres clés 2020/21	
Chiffre d'affaires	1 274 M€
Croissance sur un an	+1,4%
Nombre de clients	nd
dont clients EIP	nd
Effectifs salariés	nd

Chiffre d'affaires de Fiducial en France

Unité : million d'euros



Sources : Fiducial et La Profession Comptable

In Extenso

Siège social

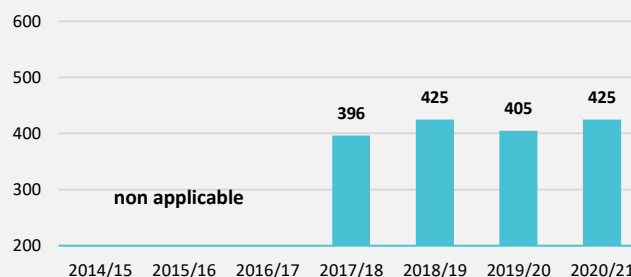
106 cours Charlemagne
69002 Lyon
France

Site internet

www.inextenso.fr

Chiffre d'affaires du groupe In Extenso

Unité : million d'euros / Source : La Profession Comptable



In Extenso — Présentation générale du groupe

Chiffre d'affaires 2020/21	425 M€
Évolution sur un an	+4,9%
Effectifs (monde)	5 500 pers.
Présence géographique	France
Chiffre d'affaires France (activités réglementées)	381 M€
CA « expertise comptable »	354 M€
% CA généré en France (act. regl.)	92,9%
CA « commissariat aux comptes »	26 M€
% CA généré en France (act. regl.)	7,1%
Effectifs salariés (France)	5 500 pers.
Nombre de bureaux France	250

Sources : In Extenso et La Profession Comptable

Présentation du groupe

Créé en 1991 au sein du réseau Deloitte, In Extenso est l'un des leaders de l'expertise comptable en France. Avec un réseau de 250 bureaux dans l'Hexagone, In Extenso propose aux dirigeants d'entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et responsables d'associations un service de proximité couvrant tous les aspects comptables, administratifs, juridiques, fiscaux et sociaux de leur organisation.

Activités du groupe

In Extenso s'appuie sur plusieurs grandes divisions :

- Comptabilité, fiscalité, conseils (67%) ;
- Social et paie (15%) : réalisation de 210 000 bulletins par mois, etc. ;
- Juridique (7%) ;
- Commissariat aux comptes (6%) : certification des comptes, audit de fusion-acquisition, etc. ;
- Autres activités (5%) : conseil en transaction de fonds de commerce (In Extenso Finance & Transmission), accompagnement dédié à des activités spécifiques (In Extenso Tourisme Culture & Hôtellerie), etc.

Scission avec Deloitte

Deloitte détenait une participation majoritaire dans la société In Extenso. Cette participation a été rachetée en avril 2019 par In Extenso & Associés, société *ad hoc* créée pour cette opération. Cette société, tête de groupe d'In Extenso, est détenue à 70% par ses propres associés sous la bannière Avenir In Extenso et à 30% par un partenaire financier (Crédit Agricole Centre-est).

In Extenso — Présentation générale de l'activité

Présentation d'In Extenso en France

In Extenso est actuellement présent uniquement en France, où il compte 250 agences. Le groupe a réalisé au cours de l'exercice 2021/22 un chiffre d'affaires de 500 M€, contre 425 M€ en 2021 et 248 M€ dix ans plus tôt.

In Extenso se concentre sur le développement de services à destination des TPE/PME, tant dans les domaines de l'expertise comptable que dans ceux liés à la gestion et à l'accompagnement du chef d'entreprise. Le groupe propose un service professionnel complet, à tous les stades de la vie de l'entreprise et sur l'ensemble des domaines liés à la gestion de l'activité de ses clients.

In Extenso réalise la majeure partie de son activité dans l'expertise comptable. Fort de 600 experts-comptables, le groupe accompagne plus de 60 000 clients dans leur tenue comptable. Les autres principaux services proposés par In Extenso incluent :

- la gestion sociale et la paie : 27 000 clients assistés dans leur gestion sociale chaque mois, soit 210 000 bulletins de paie ;
- la fiscalité : déclarations fiscales, fiscalité des entreprises, fiscalité patrimoniale, etc. ;
- le conseil juridique (à titre accessoire auprès des clients pour lesquels est assurée une mission d'expertise comptable) : In Extenso compte plus de 250 collaborateurs juristes en France, ainsi qu'un réseau d'avocats, In Extenso Avocats (50 collaborateurs dont 18 avocats associés) qui peuvent intervenir en cas de contentieux ou pour apporter des compléments d'expertise dans des domaines spécifiques comme le droit public, la protection des données personnelles, etc. ;
- le conseil et la gestion : optimisation de l'organisation générale, gestion de la trésorerie, gestion des ventes, recherche de financement, recouvrement de créances, conseil stratégique, etc. ;
- la création/reprise d'entreprise : In Extenso a créé Point Création (Point C), entité dédiée à la création et à la reprise d'entreprise. 8 000 créateurs sont accompagnés chaque année ;
- la prévention et la restructuration d'entreprise : prévention, protection et retournement d'entreprise, gestion des procédures collectives *via* les experts du groupe issus de plusieurs entités : In Extenso Avocats, In Extenso Finance & Transmission, In Extenso PME, etc. ;
- l'acquisition et la transmission d'entreprise : environ 50 collaborateurs spécialisés dans le conseil en stratégie, l'ingénierie financière et l'accompagnement dans la conduite d'opérations de cession, acquisition et financement font partie d'In Extenso Finance & Transmission. Plus de 1 000 transactions (de 1 à 50 M€) ont été réalisées depuis 2003 ;
- la gestion de patrimoine : In Extenso dispose d'une entité, In Extenso Patrimoine, dédiée au conseil en gestion de patrimoine ;
- le conseil en gestion des risques : In Extenso a développé une expertise en *risk management* pour les entreprises et les TPE/PME couvrant des prestations à la carte : conformité Sapin II, respect des procédures internes, cyber-résilience, sécurité des effectifs, etc. ;

Avec un chiffre d'affaires de 23 M€ dans l'audit au titre de l'exercice 2021/22, In Extenso est également bien positionné sur le marché français de l'audit. Au total, 32 sociétés participent aux activités d'audit du groupe In Extenso, avec au total 274 associés. Elles disposent de plusieurs mandats EIP, notamment les sociétés de financement Arkéa Crédit-bail et Financo (auditées par Sterenn), l'établissement de crédit Caisse Agricole Crédit Mutuel (audité par Audit Alsace) et l'entité cotée LNA Santé (audité par In Extenso Audit). Les honoraires EIP représentent toutefois une part marginale du chiffre d'affaires (0,5 M€).

In Extenso propose enfin d'autres services, notamment l'accompagnement des entreprises françaises cherchant à se déployer à l'international et des entreprises étrangères cherchant à s'implanter dans l'hexagone, ou encore une offre dédiée à la formation professionnelle (In Extenso Formation).